

**Arrêté n° 798/2023/DREAL/UD88 du 19 JUIN 2023
mettant en demeure la Société PAVAFRANCE à GOLBEY, de respecter des prescriptions
relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1588/2006 du 27 juin 2006 autorisant la Société Eurorail International N.V à exploiter une plateforme bi-modale rail-route au lieu-dit « bois des Meutrys » à proximité de l'usine Norske Skog Golbey située sur le territoire de la commune de Golbey ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 modifié autorisant la PAVAFRANCE à exploiter une installation de production de panneaux isolants en fibres de bois sur le territoire de la commune de Golbey ;
- Vu la demande de changement d'exploitant du 20 mars 2020 de la société PAVAFRANCE sollicitant la reprise à son profit des entrepôts de la société EURORAIL INTERNATIONAL N.V exploitée sur la commune de Golbey ;
- Vu le rapport de visite du 02 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société PAVAFRANCE en date du 02 juin 2023 ;
- Considérant que la société PAVAFRANCE n'a pas émis d'observations au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 02 juin 2023 ;
- Considérant qu'aucune protection contre la foudre n'est installée sur le site et que l'exploitant ne dispose pas non plus d'étude indiquant qu'il n'est pas nécessaire d'implanter de parafoudre sur son site ;
- Considérant que la société PAVAFRANCE ne respecte pas le point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité ;
- Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société PAVAFRANCE, dont le siège social est situé route Jean-Charles PELLERIN - à GOLBEY Cedex (88 190), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 6 mois, les dispositions du point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et plus particulièrement le respect de la disposition suivante :

"[...]L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.[...]"

Article 2 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PAVAFRANCE, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de GOLBEY.

Fait à Épinal, le 19 JUL. 2023

La Préfète,

La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale par interim


Carole DABRIGEON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.